



## UE-Pistes françaises pour un meilleur pilotage macroéconomique

486 mots

17 mars 2015

17:14

Reuters - Les actualités en français

REUTFR

Français

Copyright 2015 Thomson Reuters. All Rights Reserved.

PARIS, 17 mars (Reuters) - Le Conseil d'analyse économique (CAE) a présenté mardi des pistes pour améliorer le pilotage macroéconomique dans la zone euro sans changer les traités européens, en attendant une intégration plus poussée dans le futur.

Selon ce groupe d'experts chargé d'éclairer les choix du gouvernement français, le lent redémarrage économique de la zone euro et l'incapacité à corriger les déséquilibres avant la crise financière prouvent la défaillance du pilotage actuel, qui met trop l'accent sur la surveillance budgétaire au détriment d'autres indicateurs cruciaux.

"Il n'y a pas de politique macroéconomique d'ensemble aujourd'hui en zone euro", a déploré la présidente déléguée du CAE, Agnès Bénassy-Quéré, en présentant cette note.

Mais il ne faut pas, selon ces experts, attendre un changement des traités européens, qui sera un jour indispensable, pour améliorer les dispositifs existants.

Trop concentrée sur les règles budgétaires, la surveillance européenne n'a pas permis de suffisamment corriger les écarts de compétitivité ni d'éviter les dérapages de l'endettement privé et l'effondrement de la demande, des facteurs déterminants pour l'économie européenne, souligne le CAE.

Pourtant, les procédures actuelles, notamment l'examen des déséquilibres macroéconomiques, analysent un grand nombre de paramètres, a souligné Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (**OFCE**) et membre du CAE.

Mais elles forment "un ensemble extraordinairement complexe" qui "se veut exhaustif et peut-être loupe l'essentiel", a-t-il ajouté, plaidant pour une plus grande hiérarchisation des priorités et une plus grande clarté.

S'il ne fallait retenir qu'un indicateur phare dans cette analyse, ces experts recommandent de choisir le solde extérieur plutôt que budgétaire car, en agrégeant public et privé, ses déséquilibres ont bien mieux signalé dans le passé les crises à venir que ne l'ont fait les indicateurs de finances publiques.

La procédure souffre de problèmes de calendrier, d'un trop grand nombre de critères, de flou lié à des cibles mouvantes tels les recalculs de la croissance potentielle, et d'une trop faible implication des parlements nationaux, estime le CAE.

Pour améliorer ce pilotage, ces experts recommandent de diviser la procédure dite du "semestre européen" en deux : la première partie étant consacrée à l'examen de la situation globale de la zone euro et à l'élaboration de recommandations et la seconde aux déclinaisons par pays de ces recommandations.

Les volets budgétaires, compétitivité et macro-prudentiels pourraient chacun être analysé par un réseau européen composé des comités nationaux, dont pour la France le Haut conseil des finances publiques pour les questions budgétaires et le Haut conseil de stabilité financière pour les questions macro-prudentielles, ajoutent-ils.

Pour la note du CAE :

<http://cae-eco.fr/Pour-une-politique-macroeconomique-d-ensemble-de-la-zone-euro.html> (Jean-Baptiste Vey, édité par Yves Clarisse)

Released: 2015-3-17T17:14:14.000Z

**Sommaire de la recherche**

Text	OFCE
Date	Au cours des 3 derniers mois
Source	Toutes les sources
Auteur	Tous les auteurs
Société	Toutes les sociétés
Sujet	Tous les sujets
Secteur économique	Tous les secteurs économiques
Région	Toutes les régions
Langue	Toutes les langues
Résultats trouvés	420
Horodatage	18 mars 2015 11:27